ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question écrite n° 82852

Texte de la question

M. Jacques Bompard alerte M. le ministre de l'intérieur sur le fardeau que représente l'immigration en France. Tant d'un point de vue économique que sociale, l'immigration entraîne peu à peu la France dans une situation explosive, et le pays atteint un point de rupture au-delà duquel la paix sociale, la démocratie et la primauté du droit risquent de s'éteindre violemment. Il faut cesser de scander des discours sur les bienfaits de l'immigration et de la mixité sociale depuis les quartiers douillets et protégés. S'ils sont quasiment inexistants dans le 6ème arrondissement, les étrangers représentent en moyenne 6 % de la population résidente en France métropolitaine et un quart en Seine-Saint-Denis. Les immigrés quant à eux sont près de 6 millions (près de 9 % de la population française). Enfin, selon l'INSEE, en 2008, les descendants directs d'un ou de deux immigrés représentaient 6,5 millions de personnes, soit 11 % de la population. Ainsi, il ne coûte pas très cher pour un parisien habitant dans un quartier protégé par les coûts de l'immobilier d'être favorable à l'immigration et à la mixité sociale. D'un point de vue froidement économique, plusieurs études révèlent des résultats bien différents qu'il faut bien entendu avoir à l'esprit. Gain ou perte ? La question est discutée par les économistes. Cependant, comment ne pas avoir à l'esprit les près de 12 milliards d'euros dépensés depuis 2000 pour renvoyer les migrants illégaux ? Les près de deux milliards pour assurer une protection, d'ailleurs largement inefficace, aux frontières de l'Europe ? Les 100 milliards transférés par les travailleurs immigrés en Europe au continent africain en 2014 (20 688 milliards venant de Russie et 10 531 venant de France, selon un rapport du Fonds international pour le développement agricole) ? En un mot, l'UE dépense des fortunes en termes d'immigration (ce qui englobe aussi la lutte contre l'immigration clandestine). Mais si le problème n'était que celui du chômage, ou de chiffres, les économistes les plus avisés seraient plus que capables dans ce domaine pour conseiller froidement, et l'on tirerait des conséquences sur la traite des migrants. Malheureusement, c'est aussi pour la France un problème plus profond, un problème identitaire, social et culturel. Une récente cérémonie à Tulle célébrait en grandes pompes l'acquisition de la nationalité française d'une cinquantaine de personnes, dont au moins la moitié était de confession musulmane. Le risque de la fracture sociale est réel, à moins que l'on ne soit déjà dépassé depuis longtemps. Comme le souligne Thierry Baudet, professeur de droit public à l'université de Leyde, nous vivons un apartheid : les populations autochtones prétendent ne pas voir la dilution de leur culture nationale, mais le rideau tombera avec des conséquences très rudes. Nous sommes d'ores et déjà dans un conflit de basse intensité permanentes (émeutes de 2005, attentats de janvier 2015, etc.). Il demande pourquoi la question de l'immigration n'est-elle pas prise en considération sous l'aspect culturel et identitaire, par une élite au mieux déconnectée et laxiste, au pire malveillante et sournoise.

Données clés

Auteur : M. Jacques Bompard
Circonscription : Vaucluse (4e circonscription) - Non inscrit
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 82852
Rubrique : Étrangers
Ministère interrogé : Intérieur

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/14/questions/QANR5L14QE82852

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 30 juin 2015, page 4914